

Mandat de vente simple pour la cession d'un site de la CPAM de l'Isère

Bon de commande de l'Accord Cadre

Lot n° [XXXXXXXX]

2026_intermédiation_immobilière_Accord_cadre

28/01/2026

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Isère, dont le SIRET est le 515393262 00016,
représentée par sa Directrice Générale, Hélène CARDINALE,
Sis 2 rue des Alliés à Grenoble,

Agissant en sa qualité de propriétaire des biens et droits immobiliers ci-après énoncés,

Ci-après dénommé (e) « Le Mandant »

D'une part,

et

[MANDATAIRE]

Demeurant à <A compléter> (ou : dont le siège social est fixé à <A compléter>)

Agissant en sa qualité d'administrateur de biens,

Titulaire de la carte professionnelle n° <A compléter> délivrée le <A compléter> par la
préfecture de <A compléter>

Adhérent de la Société de caution mutuelle dénommée <A compléter> dont le siège social
est fixé à <A compléter> sous le numéro <A compléter>

Ci-après dénommé (e) « Le Mandataire »

D'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :

LA CPAM de l'Isère mandate par les présentes <mandataire> à l'effet de rechercher un
acquéreur et faire toutes les démarches, signer et retirer toutes pièces nécessaires auprès
des services compétents, en vue de vendre les biens et droits immobiliers ci-dessous
désignés.

Désignation, situation et prix des biens

Les biens à vendre, objets du présent mandat, consistent en *[Description du lot]* sis à *[localisation du lot]*.

Le mandant déclare que les biens à vendre seront, le jour de la signature de l'acte de vente, libres de toute location, occupation ou réquisition.

Les biens et droits immobiliers ci-dessus désignés devront être présentés par le mandataire au prix de *[prix lot]* euros net vendeur, payable comptant.

Nature et durée du mandat

Le présent mandat est consenti et accepté sans exclusivité pour une durée irrévocable de 12 mois à compter de ce jour. À l'issue de cette période initiale, il pourra être prorogé par le Mandant pour une durée de 12 mois au terme de laquelle il prendra fin automatiquement sans aucune formalité. Toutefois, chaque partie pourra y mettre fin au terme de la période initiale ou à tout moment au cours de la période de prorogation, par écrit et sous réserve du respect d'un délai de préavis de 15 jours.

Par ailleurs, le mandataire informera le mandant de l'accomplissement du présent mandat dans les huit jours par écrit.

Frais de commercialisation engagés dans le cadre du mandat

Tous les frais et démarches de mise en commercialisation et de publicité dans le cadre des présentes sont à charge du mandataire et ne sauraient en aucun cas être facturées au mandant.

Pouvoirs du mandataire

En considération du présent mandat, tous pouvoirs sont conférés au mandataire à l'effet de mener à bien sa mission. Il pourra ou devra notamment :

- faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de parvenir à la vente desdits biens ; en cas de publicité, celle-ci sera effectuée à ses frais ;
- présenter et faire visiter lesdits biens à tous acquéreurs éventuels ;
- communiquer les éléments nécessaires au notaire en vue d'établir tous actes sous aux clauses et conditions nécessaires à l'accomplissement des présentes.

Obligations du mandant

Le mandant s'engage à signer, aux prix, charges et conditions convenues, toute promesse de vente avec tout acquéreur que lui aura présenté le mandataire.

Il s'interdit par l'effet des présentes et même après l'expiration du présent mandat, de conclure directement avec tout acquéreur ayant visité les biens à vendre par l'intermédiaire du mandataire.

Il conserve cependant toute liberté de conclure avec l'acquéreur de son choix qu'il aura trouvé par ses propres soins ou éventuellement par l'intermédiaire d'un autre mandataire. Dans cette dernière hypothèse, il s'engage néanmoins à informer le mandataire de la vente ainsi envisagée dans les plus brefs délais par écrit en lui indiquant l'identité de l'acquéreur ainsi que de l'autre mandataire ainsi intervenu. Cette notification mettra fin immédiatement au présent mandat.

En cas de non-respect par le mandant de ses obligations, il s'engage à verser au mandataire une indemnité compensatrice forfaitaire destinée à compenser ses frais, peines et soins, égale à la somme de <A compléter> euros, en vertu des articles 1142 et 1152 du Code civil.

Rémunération

Si la vente des biens ci-dessus désignés est réalisée, la rémunération à laquelle le mandataire aura droit sera égale à la somme de *[A compléter]* euros toutes taxes comprises, soit *[A compléter]* % du prix de vente.

Le paiement de cette somme incombera à l'acquéreur ou au préempteur en cas d'exercice du droit de préemption.

Fait en double exemplaire, dont un est remis ce jour au mandant qui le reconnaît, à *[A compléter]*, le *[A compléter]*.

LE MANDATAIRE

Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé, mandat accepté ».

LE MANDANT

Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour mandat »